



Chapitre P-9

LOI SUR LES PARCS

SECTION I

INTERPRÉTATION

- Interprétation: **1.** Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:
- « ministre »:* a) « ministre »: le ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche;
 - « parc »:* b) « parc »: le territoire déterminé suivant l'article 2;
 - « parc de conservation »:* c) « parc de conservation »: un parc dont l'objectif prioritaire est d'assurer la protection permanente de territoires représentatifs des régions naturelles du Québec ou des sites naturels à caractère exceptionnel tout en les rendant accessibles au public pour des fins d'éducation et de récréation extensive;
 - « parc de récréation »:* d) « parc de récréation »: un parc dont l'objectif prioritaire est de favoriser la pratique d'une variété d'activités récréatives de plein air tout en protégeant l'environnement naturel;
 - « récréation extensive »:* e) « récréation extensive »: un type de récréation caractérisée par une faible densité d'utilisation du territoire et par l'exigence d'équipements peu élaborés;
 - « règlement »:* f) « règlement »: un règlement du gouvernement adopté en vertu de la présente loi.
- 1977, c. 56, a. 1.

SECTION II

ÉTABLISSEMENT DES PARCS

- Terres publiques affectées
comme parc. **2.** Le gouvernement peut, par règlement, affecter comme parc, à des fins exclusives de conservation ou de récréation de plein air, toute partie des terres publiques qu'il indique.
- 1977, c. 56, a. 2.

- Classification. **3.** Un parc, lors de son établissement suivant l'article 2, est classifié

soit comme parc de conservation, soit comme parc de récréation, selon l'objectif prioritaire.

1977, c. 56, a. 3.

Création, abolition, d'un parc.

4. Un parc peut être créé ou aboli par le gouvernement qui peut aussi en modifier les limites ou la classification, si le ministre a préalablement:

a) donné avis de l'intention de créer ou d'abolir le parc ou d'en modifier les limites ou la classification dans la *Gazette officielle du Québec* ainsi que dans un ou deux journaux publiés dans cette région, dans un ou deux journaux publiés dans la région la plus voisine;

b) accordé un délai de soixante jours à compter de la publication de cet avis pour permettre aux intéressés de lui transmettre leur opposition écrite;

c) entendu les personnes visées dans le paragraphe b en audience publique.

1977, c. 56, a. 4.

SECTION III

ADMINISTRATION

Vente ou échange de terrains d'un parc prohibé.

5. Les terrains faisant partie d'un parc ne peuvent faire l'objet de vente ou d'échange.

1977, c. 56, a. 5.

Contrôle et administration.

6. Le ministre a le contrôle et l'administration de tout le territoire compris à l'intérieur d'un parc.

Travaux d'entretien.

Il peut y autoriser ou effectuer tous travaux d'entretien, d'aménagement et d'immobilisation susceptibles de maintenir ou d'améliorer la qualité d'un parc.

Dispositions applicables.

Toute disposition législative ou réglementaire, non incompatible, avec la présente loi et les règlements, s'applique à l'intérieur d'un parc.

1977, c. 56, a. 6.

Interdiction de chasse.

7. Nonobstant toute disposition législative,

a) toute forme de chasse est interdite dans un parc;

b) toute forme de prospection, d'utilisation et d'exploitation des ressources à des fins de production forestière, minière ou énergétique, de même que le passage d'oléoduc, de gazoduc et de ligne de transport d'énergie sont interdits à l'intérieur d'un parc.

Équipements de transport d'énergie électrique.

Nonobstant les dispositions du paragraphe *b*, il est permis, à la demande du ministre, de construire, d'exploiter et d'entretenir à l'intérieur d'un parc les équipements de transport d'énergie électrique, les postes de manoeuvre et de transformation d'énergie électrique et les équipements de télécommunication requis pour l'opération d'un parc.

Dispositions non applicables.

Le paragraphe *b* du premier alinéa ne s'applique pas aux droits relatifs aux ouvrages et équipement de production d'énergie électrique, aux équipements de transport d'énergie et de communication et aux postes de manoeuvre et de transformation déjà existants.

1977, c. 56, a. 7.

Approbation du ministre.

8. Tout autre projet de construction ou de modification des lieux à l'intérieur d'un parc doit être soumis à l'approbation du ministre.

Conditions.

Celui-ci peut autoriser la mise en marche du projet à la condition que la réalisation de ce projet continue d'assurer la conservation du milieu naturel ou le maintien du potentiel récréatif, suivant l'objectif prioritaire du parc.

1977, c. 56, a. 8.

SECTION IV

RÈGLEMENTATION

Règlements.

9. Le Gouvernement peut adopter des règlements pour:

a) assurer la protection et la conservation du milieu naturel et de ses éléments;

b) déterminer dans quelle mesure et à quelles fins le public est admis;

c) fixer les conditions auxquelles doit se conformer une personne qui séjourne, circule ou se livre à une quelconque activité et les droits qu'elle doit payer;

d) prohiber ou réglementer le port et le transport d'armes, d'instruments de chasse ou d'agrès de pêche;

e) prohiber ou réglementer l'utilisation d'embarcations, d'aéronefs, de motoneiges ou de tout autre véhicule;

f) prohiber complètement ou partiellement la pêche et déterminer les conditions auxquelles la pêche est permise;

g) réglementer le transport et la possession d'animaux ou de poissons;

h) prohiber ou réglementer l'affichage;

i) assurer l'ordre et la propreté, le bien-être et la tranquillité des usagers;

j) déterminer les différentes activités récréatives qui peuvent être prohibées;

- k) fixer les conditions de participation aux activités récréatives;
- l) permettre, aux conditions qu'il détermine, la location d'immeubles, pour fins d'hébergement, de restauration ou de commerce nécessaire aux usagers;
- m) prohiber ou réglementer l'exploitation de commerce;
- n) déterminer les cas où une personne peut être éloignée ou expulsée;
- o) déterminer les pouvoirs et devoirs des employés;
- p) prescrire les modalités et procédures à suivre lors de la tenue d'une audience publique prévue à l'article 4.

1977, c. 56, a. 9.

Publication et entrée en
vigueur.

10. Tout règlement adopté en vertu de la présente loi doit être publié dans la *Gazette officielle du Québec*. Il entre en vigueur le jour de sa publication ou à toute date ultérieure qui y est fixée.

1977, c. 56, a. 10.

SECTION V

INFRACTIONS ET PEINES

Infractions.

11. Quiconque enfreint l'une des dispositions de la présente loi ou des règlements commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en outre des frais, d'une amende d'au moins \$50 et d'au plus \$1,000 s'il s'agit d'un individu et d'une amende d'au moins \$200 et d'au plus \$5,000 s'il s'agit d'une corporation.

1977, c. 56, a. 11.

Poursuites.

12. Les poursuites en vertu de la présente loi sont intentées suivant la Loi sur les poursuites sommaires (chapitre P-15).

1977, c. 56, a. 12.

SECTION VI

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Proclamation et
classification des parcs.

13. Les parcs sujets à la Loi des parcs provinciaux (Statuts refondus, 1964, chapitre 201) deviennent des parcs régis par la présente loi à la date fixée par proclamation du gouvernement, après avoir été classifiés en conformité de l'article 3.

Application de la loi
existante.

Nonobstant l'article 15 du chapitre 56 des lois de 1977, la Loi des parcs provinciaux et les règlements adoptés sous son autorité continuent de s'appliquer à l'égard de chacun des parcs visés par ladite

loi jusqu'à ce que ce parc ait fait l'objet d'une proclamation selon le premier alinéa du présent article.

1977, c. 56, a. 13.

Approbation de la
classification des parcs.

14. Cette classification des parcs visés à l'article 13, qui doit être effectuée dans un délai n'excédant pas deux ans après le 29 novembre 1977, doit recevoir l'approbation du gouvernement et être publiée dans la Gazette officielle du Québec.

1977, c. 56, a. 14.

Agent de la conservation
de la faune.

15. L'agent de la conservation de la faune, tel que défini au paragraphe *a* de l'article 1 de la Loi sur la conservation de la faune (chapitre C-61), est habilité à veiller à l'application de la présente loi et des règlements et possède, pour les fins de la présente loi, les droits et privilèges d'un agent de la paix.

1977, c. 56, a. 16.

Ministre responsable.

16. Le ministre est chargé de l'application de la présente loi.

1977, c. 56, a. 17.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 56 des lois annuelles de 1977, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, à l'exception de l'article 18, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre P-9 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

LOIS DU QUÉBEC, 1977 **LOIS REFONDUES, 1977**

Chapitre 56

Chapitre P-9

LOI SUR LES PARCS

LOI SUR LES PARCS

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1 - 14	1 - 14	
15		Omis
16	15	
17	16	
18		Omis

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans la refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

